

*Affaires courantes*

qui s'est passé à la Chambre au cours des cinq jours de débat il constatera que c'est le gouvernement qui, à quatre reprises, a proposé des motions dilatoires. Il devrait garder cela à l'esprit quand il nous accuse d'abuser du Règlement de la Chambre.

J'ai deux points à soulever. Comme nous voulons débattre la taxe sur les produits et services avec les Canadiens des diverses régions, nous avons défié les ministres conservateurs de se joindre à nous en Alberta, en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, à Terre-Neuve et ailleurs, mais sans succès jusqu'ici, sauf dans un cas.

Au nom du Nouveau parti démocratique, je suis disposé à permettre au député d'Ottawa—Vanier de demander la tenue d'un débat d'urgence aujourd'hui. J'ignore la teneur de sa motion, mais sachant qu'il ne demanderait jamais à la présidence la permission de tenir un débat d'urgence pour des motifs frivoles, au nom de mes collègues néo-démocrates, je lui offre notre consentement unanime pour qu'il présente sa motion.

**M. Hawkes:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Si le leader du NPD dit qu'il demande le consentement unanime de la Chambre pour retirer sa motion et que son parti n'a pas l'intention de recourir à d'autres tactiques dilatoires d'ici la fin de la journée, le gouvernement serait disposé à donner son consentement unanime pour qu'il retire sa motion.

Toutefois, si nous ne faisons que substituer une tactique dilatoire à une autre pour ensuite en avoir une deuxième, si les néo-démocrates veulent encore étouffer le débat sur la TPS, le gouvernement ne donnera pas son consentement unanime pour qu'ils retirent leur motion. Nous sommes ici pour avoir des débats libres et ouverts.

La liberté de parole constitue le principe fondamental de notre institution, mais ils essayent de mettre fin au débat. C'est ce qu'ils font depuis notre retour en janvier en recourant à diverses tactiques dilatoires dès que l'occasion s'offre à eux. Nous prenons nos responsabilités au sérieux. Qu'ils nous le disent clairement s'ils ne veulent pas de débat au lieu de dire aux médias que c'est ce qu'ils veulent alors que ce n'est pas le cas. S'ils veulent un débat, tant mieux, sinon, qu'ils le disent et nous allons imposer la clôture. Nous atteindrons l'étape où le débat va se poursuivre parce que le gouvernement aura imposé la clôture. Si c'est la seule façon d'avoir un débat à la

Chambre, monsieur le Président, nous allons agir en conséquence.

**M. le Président:** Il ne s'agit plus d'un rappel au Règlement, mais d'un débat sur d'autres questions. J'ai proposé l'adoption du premier rapport du Comité permanent des finances. La parole est au député de Yorkton—Melville.

**M. Nystrom:** Monsieur le Président, tout d'abord, je crois que la Chambre devrait adopter le rapport du Comité des finances diffusé le 22 juin dernier, car c'était l'une des rares fois où les trois partis politiques, à savoir le Parti conservateur, le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique, convenaient de quelque chose: les taux d'intérêt en vigueur à ce moment-là, c'est-à-dire surtout en avril, mai et juin derniers, étaient trop élevés, ils nuisaient au pays et le gouverneur de la Banque du Canada, John Crow, devait prendre toutes les mesures possibles pour les réduire.

C'était en juin dernier, il y a environ huit mois. Les taux d'intérêt sont encore plus élevés aujourd'hui qu'au moment où nous étudions leur impact sur la politique monétaire au pays. Monsieur le Président, je suis sûr que vous, en tant que Canadien de l'Ouest qui dépendez des exportations de l'Alberta comme nous dépendons de celles de la Saskatchewan, avez été outré jeudi dernier lorsque la Banque du Canada a haussé encore une fois le taux d'escompte de 30 points de base à 12,59 pour cent. C'est le niveau le plus élevé depuis avril dernier. Nous sommes revenus au point où nous étions il y a huit ou neuf mois; le taux d'escompte est même un peu plus élevé.

Je me devais d'intervenir aujourd'hui pour deux raisons. Premièrement, je suis stupéfié par ce que le whip du gouvernement a dit à propos de l'argent gaspillé. S'il y a une question importante à débattre dans notre pays actuellement, c'est celle de la politique des taux d'intérêt élevés de la Banque du Canada. Cette politique gaspille beaucoup d'argent en ce qui concerne les intérêts et la dette nationale et ce que les Canadiens moyens et les petits entrepreneurs, les agriculteurs et les pêcheurs, et d'une manière générale les consommateurs, paient sur leurs prêts bancaires.

Parlons d'argent gaspillé. C'est une question dont devrait s'occuper le Parlement, et cela rapidement, en particulier lorsque les trois partis politiques au comité des Finances disent la même chose. La politique de l'argent rare adoptée par la Banque du Canada et par le ministre des Finances est néfaste au pays. Elle l'accule à